

COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 44

Bulletin d'information de la
Gauche Républicaine

A SAVOIR

LE SYNDROME PORTUGAIS.

Les électeurs du Portugal ont élu le premier président de la République de droite depuis la révolution des œillets de 1974. Anibal Cavaco Silva devra cohabiter avec le gouvernement socialiste dirigé par José Socrates. Les circonstances de cette victoire de la droite sont à méditer : d'une part, l'incapacité du PS à relancer l'économie, qui stagne à 0, 8% alors que le taux de chômage ne cesse de grimper ; d'autre part, la division de la gauche, qui a présenté pas moins de cinq candidats à l'élection présidentielle.

CHIRAC SANS MARGE DE

MANŒUVRE. *La baisse du taux de TVA appliqué à la restauration, autrefois cheval de bataille électorale de Chirac, est à nouveau reportée aux calendes. Angela Merkel n'en veut pas au motif que son gouvernement augmente les taux d'imposition et qu'il ne convient pas qu'un mauvais exemple venu de France donne des idées aux restaurateurs allemands. Et une fois de plus, le chef de l'Etat (si l'on ose écrire) capitule, vu le peu d'autorité internationale qui est le sien depuis le 29 mai. Mais c'est la France et ses emplois qui en souffrent.*

UN DIMANCHE A BAMAKO.

Le Forum Social Mondial se la joue tricontinentale. La capitale du Mali a accueilli plusieurs milliers de militants altermondialistes avant les rendez-vous fixés à Caracas puis à Karachi. Parmi les thèmes de réflexion abordés lors du forum africain : les ravages sociaux causés par la privatisation du chemin de fer Bamako-Dakar, ou encore les diktats de la Banque mondiale concernant la culture du coton.

EDITO: MOBILISATION GENERALE CONTRE VILLEPIN ET LA PRECARITE

Vous n'avez encore rien vu... C'est en substance ce que laisse entendre perfidement Villepin avant l'examen en urgence par le Parlement de son amendement instituant le « contrat première embauche » (CPE) réservé aux moins de 26 ans. Car ce qui reste à voir est franchement terrifiant : à en croire la presse, Maignon prépare la généralisation à tous les contrats de travail de l'autorisation accordée aux patrons de licencier sans motif leurs salariés pendant les deux ans qui suivent l'embauche.

Autrement dit : la précarité pour tous ! Et un formidable moyen de pression accordé aux chefs d'entreprises pour ne pas respecter le niveau de diplôme de leurs employés, ne pas payer les heures supplémentaires, et d'une façon plus générale, pour pousser à la baisse les rémunérations...

Mais le Premier ministre exulte : j'ai fait baisser le chômage en huit mois, claironne-t-il chiffres à l'appui, puisque le nombre de demandeurs d'emploi a diminué de 158 000, soit un taux de 10, 2% en avril tombant à 9, 6 en novembre. Alors, des chiffres, parlons-en :

Comme le souligne l'Express du 12 janvier, dans la même période 109 000 personnes ont été radiées de l'ANPE pour aller grossir le nombre de RMistes, qui atteint le chiffre record de 1, 2 millions d'allocataires.

La démographie française a radicalement changé : de 220 000 à la fin des années 1990, la hausse annuelle de la population active est passée à 180 000 en 2002, puis à 67 000 en 2005, et tomberait à 40 000 d'ici à la fin de la décennie.

Autrement dit, pour stabiliser le nombre de chômeurs, Villepin peut ne tabler que sur trois à quatre fois moins de créations d'emplois que les gouvernements antérieurs à 2002. Ce basculement démographique est une aubaine pour le Premier ministre, car avec une croissance atone de 1, 6%, la France a bien du mal à créer des emplois en masse. Selon l'INSEE, 62 000 emplois seulement (chiffre brut, sans défalquer les suppressions d'emploi) ont été créés dans le secteur marchand en 2005, ce qui est historiquement faible.

Enfin rappelons qu'après leur suppression par Raffarin, les emplois aidés sont de retour, et ont atteint un chiffre total de 263 000 en 2005.

Ces chiffres ramènent donc les prétentions villepinesques à bien peu de choses. En fait, derrière l'écran de fumée des statistiques accommodées à sa sauce, l'hôte de Maignon procède à une politique de régression sociale accélérée, dans la continuité de celle qui est appliquée depuis 2002. Pour marquer des points dans le bras de fer qui l'oppose à Sarkozy, il s'efforce de mettre en application lui-même une partie du programme du patron de l'UMP, afin de capter des électeurs et d'attirer en sa faveur les soutiens que le Medef semble jusqu'à aujourd'hui plus enclin à accorder à son rival. Une chose est certaine en tout cas : pour les salariés, pour les jeunes, pour le peuple de France, Sarko et Villepin c'est du pareil au même, la même droite gagnée par un libéralisme sans frein, et qui en matière de démantèlement du droit du travail, a pour seul mot d'ordre : toujours plus !

Suite page 2

Contre cette politique, il faut réagir activement et dans la plus large unité. Une première journée de mobilisation pour le retrait du projet d'instauration du CPE aura lieu mardi 7 février, à l'appel des organisations étudiantes et lycéennes, des confédérations syndicales et de l'ensemble des partis de gauche, dont bien sûr la Gauche Républicaine.

Dénoncer dans tout le pays ce mauvais coup du pouvoir, susciter un débat sur l'orientation libérale du pouvoir malgré le vote du 29 mai, impulser un mouvement de résistance sociale des plus amples : voilà autant d'outils pour préparer les combats de 2007.

Quant à la gauche, outre son devoir de mobilisation immédiate, elle doit s'engager à abroger toutes les mesures antisociales adoptées depuis 2002 si elle revient au gouvernement.

Et elle doit tenir ses engagements, contrairement à la politique du reniement et des attermolements qui fut la sienne dans le passé. C'est la déception, le découragement populaire qui ouvrent un boulevard à la droite revancharde. Huit mois après le 29 mai, la gauche ne doit ni rester sourde au vote des électeurs ni s'abandonner au vieux démon de la désunion.

HUMEURS: «LA RECONNAISSANCE EFFECTIVE DE L'HETEROGENEITE DU SYSTEME INTERNATIONAL». Cofondateur de la Commission Trilatérale en 1973, directeur de l'Institut Français des Relations Internationales, Thierry de Montbrial est très loin de partager notre critique de la mondialisation financière. Mais les réflexions qu'il a livrées au Monde du 24 janvier montrent que nous ne sommes pas les seuls à analyser le monde comme un ensemble diversifié. Qu'un adversaire le reconnaisse nous conforte dans l'idée qu'une France républicaine et sociale pourrait jouer sa partition sur la scène internationale. Extraits.

...Sur le plan tactique, on peut discuter des moyens mis en œuvre par Moscou pour faire plier l'Ukraine. Mais sur le fond, au nom de quoi contester le droit à un Etat de vendre ses ressources naturelles au prix du marché ? Il serait licite de parler d'une utilisation politique de l' « arme » gazière si la Russie soumettait ses livraisons à un chantage de nature véritablement politique. Mais ce n'est pas le cas. S'il se confirme que Kiev a choisi de se rapprocher du camp occidental, et si ce camp est effectivement disposé à l'accueillir dans ses institutions, c'est à lui – c'est-à-dire aux Etats-Unis et à l'Union Européenne – qu'il appartient désormais de subventionner l'Ukraine.

Dans le domaine des subventions, on a vu tous les cas de figure. Ainsi, au début du premier septennat de François Mitterrand, la France a-t-elle choisi de soutenir l'Algérie en surpayant ses achats d'hydrocarbures. Sur un autre plan, il y a effectivement lieu de s'inquiéter du haut degré de corruption que reflètent les conditions opaques dans lesquelles la Russie et l'Ukraine ont conclu leur accord sur le gaz ; Mais peut-on reprocher à la première de vouloir exercer un certain contrôle sur ses ressources naturelles et empêcher la mainmise par les grandes sociétés étrangères ? En ces temps de troubles, peut-on reprocher à M. Poutine de se comporter sur ce point comme en France, il n'y a pas si longtemps, le général de Gaulle ? (...)

La Chine inquiète aussi parce qu'elle continue à avancer méthodiquement ses propres pions, tout en préconisant habilement la construction progressive d'un système international « harmonieux ». Mais harmonieux ne veut pas dire homogène. En pratique, Beijing s'emploie à étendre son réseau d'influence pour réduire sa dépendance en matière énergétique et partage avec Moscou l'objectif de rogner la présence américaine qui s'est développée en Asie centrale depuis la chute de l'URSS. Il se trouve que les régimes politiques des pays de cette région sont autoritaires, parfois jusqu'à la caricature, comme au Turkménistan. Ainsi risque-t-on effectivement de voir augmenter, en non pas diminuer, l'hétérogénéité du système international. De là à imaginer une nouvelle guerre froide, il y a un pas qu'il ne faut pas franchir. En l'état actuel des choses, les Chinois comme les Russes suivent une démarche gaullienne (l'indépendance nationale) essentiellement dépourvue de tout contenu idéologique, contrairement à la guerre froide historique.

Toutes ces contradictions sont actuellement manifestes à propos de l'Iran. Nous commettons une dangereuse erreur si nous imaginons que, dans sa majorité, la population iranienne est mûre pour se jeter dans nos bras. Avec ou sans les mollahs, elle se fait une haute idée de la Perse et de son héritage. La maîtrise du cycle nucléaire est devenue un symbole national, d'autant plus que le pays est entouré d'Etats qui dispose de l'arme atomique (Israël, le Pakistan, l'Inde). Les stratèges de Téhéran considèrent que les Etats-Unis sont affaiblis depuis l'aventure irakienne. Ils ne craignent ni une attaque militaire américaine ou israélienne, qui pourrait tourner au fiasco, ni des sanctions économiques, dont l'efficacité supposerait un véritable front commun au sein de l'ONU (...).

Le véritable enjeu du bras de fer en cours est donc la reconnaissance effective de l'hétérogénéité du système international. Dans l'immédiat, cela impliquerait d'accepter de négocier avec Téhéran sur la sécurité régionale dans son ensemble. En refusant d'admettre pragmatiquement cette hétérogénéité, les Etats-Unis et leurs alliés occidentaux prendraient le risque de perdre encore davantage le contrôle des événements au Moyen-Orient et dans d'autres parties du monde, avec des conséquences difficilement calculables.